

PRIX : 3000 FG

# Le D'émocrate

N° 1130 DU MARDI 28 JUIN 2022 \* ZONE CFA 500 \* HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS

P.3



**Béa Diallo,  
ministre des Sports**

**«On a un grand défi qui s'appelle la CAN 2025»**

Dialogue politique

**«C'est une répétition de ce qui nous a été offert au départ»**

P.5

Elhadj Sékou Savané

**« Manifestation pacifique ou pas, le FNDC doit mettre de l'eau dans son vin »**

PP.6&7

P.2



Transition,  
Dialogue politique

**Le point de vue du juriste Alhassane Makanera**



## TRANSITION, DIALOGUE POLITIQUE

# Le point de vue du juriste Alhassane Makanera

**Dans une interview accordée à notre reporter, le lundi 27 juin 2022, le juriste Alhassane Makanera Kaké invite les acteurs sociologiques au dialogue. Lisez... !**

**Bonjour Dr Alhassane Makanera Kaké ! Depuis que le pouvoir Condé est renversé, c'est une junte qui gère la Guinée. Quelle votre lecture aujourd'hui ?**

D'abord, je sais que la crise est profonde. La première crise en Guinée c'est sur l'aspect humain. En Guinée malheureusement les compétences sont piétinées. Comment retrouver les compétences ? Les chefs sont aveugles sur cette question parce qu'on a mis aucun mécanisme de valorisation des compétences, donc quand on est chef, on ne peut pas retrouver les compétences, on prend qui ? Les profiteurs qui sont toujours devant le chef. Ça, c'est le premier élément.

Deuxièmement, on était vite parti sur la charte. La charte a été publiée à un moment où il ne fallait pas. Le dialogue qu'on est en train de faire devrait être fait avant la publication de la charte, mais on est parti trop vite. Et cette charte fait

qu'il est difficile de se prononcer sur la transition.

**Selon vous pourquoi c'est difficile ?**

Parce que la charte dit clairement : les missions de la transition sont entre autres. Quand on dit entre autres, c'est qu'on a dit : ce n'est pas limitatif. Il y a d'autres missions qui viennent. Il fallait clairement discuter dans le cadre du dialogue, fixer les missions d'abord et c'est à travers ces missions là qu'on aurait dû planifier pour sortir la durée de la transition. C'est lui qui veut construire une case ronde et celui qui veut faire R+10, ils font tous la construction, mais vous ne pouvez pas les donner tous le même délai. Est-ce que cette transition, on veut faire une case ou on veut mettre des fondations qui fera de tel sorte qu'il n'y aura plus une nouvelle transition ? La grande question d'abord c'est ça.

**Vous, quelle est votre position, une case ou un immeuble ?**

Moi, réellement je ne veux pas une case pareille de circonstance. La crise est tellement profonde, il faudrait que nous nous battions dès maintenant pour que nos enfants ne soient pas encore dans la rue en train de se faire tuer.

**Vous êtes pour ces 36 mois ? Selon vous, est-ce le temps imparti ?**

C'est le dialogue qui doit déterminer le temps imparti. Moi, je pose des questions suivantes : Vous voudriez à ce qu'on fasse tout de suite la transition, demain ça capote ? Ce qui est dangereux, c'est faire pour le peuple ce que le peuple ne veut pas.

**Pendant ce temps, la tension monte même si le couloir de dialogue s'ouvre ce lundi dans quelques heures seulement, vous n'êtes pas inquiet que les uns et les autres ne regardent pas dans la même direction lors de cette rencontre ?**

Je ne suis plus inquiet, une fois que le



gouvernement décide de trancher, c'est terminé. S'il vous plaît ! Quand on vous tend la main pour venir dialoguer, vous refusez, vous vous mettez hors-jeu, la prochaine fois on ne va pas vous écouter parce que le dialogue est le fondement

dans les relations internationales. Quand on vous dit : venez parler, partez discuter. Si vous refusez d'aller, vous êtes exclus.

Transcription  
Alpha Amadou Diallo

## DR OUSMANE KABA EMPÊCHÉ DE NOUVEAU À L'AÉROPORT ?

### «Ce sont des histoires. Je suis là»

**Dr Ousmane Kaba aurait été empêché de sortir à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré pour Paris, le lundi 20 juin 2022. Le président du PADES serait sous le coup d'une interdiction de sortie du pays depuis son audition à la gendarmerie le 12 avril dernier.**

C'est une information balayée d'un revers de main par le principal concerné. Joint au téléphone par notre rédaction, le mercredi 22 juin, l'ancien ministre et député rassure n'avoit été à l'aéroport international d'Ahmed Sékou Touré le lundi, pour un quelconque voyage. « Ce sont des crieurs du buzz. Ce n'est pas vrai. Personne ne m'a vu à

l'aéroport. Ce sont des histoires. Je suis là» a-t-il coupé court.

Il faut rappeler, Dr Ousmane Kaba avait été interdit de sortie du pays depuis son audition à la gendarmerie le 12 avril dernier. Il est également cité dans l'affaire appelée "étudiants fictifs de l'université Kofi Annan".

Amadou Tidiane Diallo



### Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publireportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : [lindependantguinee@gmail.com](mailto:lindependantguinee@gmail.com)

## Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

**Siège:** Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince  
Commune de Ratoma  
Email: [lindependantguinee@gmail.com](mailto:lindependantguinee@gmail.com)  
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427  
Conakry

### Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26  
68 Email: [dialloamsadjo@gmail.com](mailto:dialloamsadjo@gmail.com)

### Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO  
Alpha Amadou DIALLO  
Amadou Tidiane DIALLO  
Moussa THIAM

### P.A.O

N. S. SOUMAORO

### Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.  
664.63.09.53/  
622.04.62.21

E-mail [madalga1@gmail.com](mailto:madalga1@gmail.com)

**Distribution:** SPIC / Maison du Livre

**Impression :** SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site [www.kefinafasso.com](http://www.kefinafasso.com)



**BÉA DIALLO, MINISTRE DES SPORTS****«On a un grand défi qui s'appelle la CAN 2025»**

**L'organisation de la coupe d'Afrique des Nations 2025 en Guinée continue de faire débat. Plusieurs observateurs estiment que ce rendez-vous continental n'est pas tenable vue l'état d'avancement des infrastructures sportives.**



Selon le ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi l'organisation de la CAN est un grand défi pour la Guinée. Lansana Béa Diallo est persuadé que cela permettra à notre pays de mettre des infrastructures en place: « Stratégiquement aujourd'hui, on a un grand défi qui s'appelle la CAN 2025. Beaucoup sont sceptiques par rapport à l'organisation de cette CAN. Finalement ce n'est pas l'événement sportif. Parce que beaucoup de gens pensent à l'événement sportif. On s'en fout de l'organisation de la CAN, c'est qu'est-ce qui amène la

CAN ? Qu'est-ce qui développe la CAN? Finalement c'est ce qu'il faut voir. Aujourd'hui, on va construire les infrastructures sportives, des stades de compétition, des stades d'entraînement, mais derrière tout ça on construit des villas qui vont permettre de loger les gens de l'intérieur du pays.

C'est très compliqué d'amener les gens en masse. Donc cette CAN va amener une dynamique. Elle va permettre de développer tout ça. On va développer des routes, des aéroports, mettre en place des infrastructures sportives.

Mais aussi on va créer de l'emploi. L'emploi qui manque énormément dans les différentes localités. La plus part des jeunes qui sont à l'intérieur du pays n'ont pas d'emploi. Donc on va se créer d'emplois à travers cet événement qu'on va pouvoir organiser en amont avant pendant et après l'événement ce qui doit être colossal », a-t-il rassuré.

A en croire le ministre des Sports, plusieurs réflexions ont été mise en place afin d'inverser la tendance: « Aujourd'hui nous avons des priorités, et moi j'ai complètement inversé. En fait, il y a des zones qui sont complètement abandonnées. Il faut qu'on puisse mettre en place là-bas un minimum d'infrastructures pour permettre aux jeunes de pouvoir s'épanouir quand on sort de l'école et se dire je peux aller jouer au foot, pratiquer mon sport. La dynamique dans laquelle on est aujourd'hui, c'est de dire comment est-ce qu'on peut donner plus de moyens pour permettre effectivement aux politiques d'être efficaces à l'intérieur du pays. Parce que tout est centré sur Conakry », a-t-il regretté.

Tidiane Diallo

**CRISE DU CARBURANT****Ce qu'on ne vous a pas dit...**

**La Guinée vient de connaître une grave crise de carburant qui risque de se répéter dans très bientôt si le régime de la transition ne change pas de paradigme.**



Il faut d'abord rappeler que jusqu'au coup d'état du 5 septembre, ce sont des marqueteurs qui importaient le carburant en Guinée. Alpha Condé avait créé la SONIP, en mars 2021, dans le but de rendre effectif le monopole d'importation du carburant par l'Etat. Mais n'a pas franchi le Rubicon parce que les risques liés à une telle entreprise lui auraient été expliqués par certains connaisseurs du secteur.

Selon en effet, ces derniers, importer le carburant signifie qu'il faut avoir une large surface financière -actuellement, environ 145 millions de dollars par mois-, que l'Etat

guinéen confronté à d'autres difficultés aura du mal à assurer. Sans compter les risques liés aux fluctuations du change- le carburant est livré généralement 120 jours après facturation-, aux agios, etc.

De manière plus simple, l'Etat guinéen devra désormais demander à la Banque centrale de lui fournir des devises pour acheter le carburant que lui, vend aux marqueteurs en francs guinéens. Alors question : Si la Banque Centrale lui donne le peu de stock qu'elle a en devises étrangères pour rien que le carburant, comment fera-t-elle face à l'importation d'autres produits de première nécessité comme le riz ?

En un mot ou en mille, faire venir le carburant par l'Etat pourrait lui offrir des marges sur l'importation. Mais des marges qui, face à l'énormité des difficultés, deviennent insignifiantes. Selon des spécialistes, l'Etat gagnerait mieux à investir dans le dépôt que dans ce commerce qui ne réussit qu'à des Etats aux finances bien assises.

En attendant le gagnant dans cette opération de nationalisme de bas étage de la junte, c'est bien les marqueteurs qui sont exempts des pepins liés à l'importation.

guinee7.com

**MAISON CENTRALE****Ousmane Gneloye sort de prison après avoir "demandé pardon"**

**Ousmane Gneloye Diallo est en fin libre, depuis le mercredi 22 juin 2022. Le procureur général près la cour d'appel de Conakry a fait parler son cœur, après le désistement des plaignants que sont Kadiatiu Diallo « DK » et la famille Dalein.**

Celui qui a l'habitude de s'appeler "ministre de la défense nationale du président Alpha Condé sur Facebook" devient un nouvel homme après avoir passé plusieurs mois à la maison centrale de Conakry.

Pour rappel, le jeune communicant du Rpg Arc-en-ciel, ex-parti au pouvoir était poursuivi dans deux

dossiers pour "injures" et condamné de lourdes peines.

A travers son compte Facebook, Alphonse Charles Wright annonce sa libération: « Après des excuses sincères au peuple de Guinée de manière générale et les parties civiles en particulier ce matin, le parquet Général renonce à l'exercice de ses droits de

pourvoi contre la liberté de Monsieur Ousmane Diallo. Que Dieu dans sa puissance le guide sur le chemin de la droiture pour le repos de l'âme de ses parents », a écrit le procureur général près la cour d'appel de Conakry.

Tidiane Diallo





## IMMERSION GOUVERNEMENTALE À L'INTÉRIEUR

# Le ministre de la Culture et du Tourisme déplore le manque criard d'infrastructures

Après l'immersion gouvernementale pendant un mois à l'intérieur du pays, c'est le moment de faire la restitution. A tour de rôle à la maison de la presse, les ministres vont passer devant les médias, afin de faire l'état de lieux de son département. Le lundi 27 juin 2022, c'était le tour du ministre de la Culture et du Tourisme Alpha Soumah et celui des Sports de la Jeunesse et de l'Emploi Jeunes Lansana Béa Diallo.

Faisant l'État de lieux, le ministre de la Culture et du Tourisme dépeint une situation déplorable. A en croire Alpha Soumah, cette immersion lui a permis de connaître les problèmes que vivent les citoyens de l'intérieur du pays. « A l'intérieur du pays tous les moyens n'étaient pas réunis pour que nos cadres puissent travailler. Donc nos structures avaient mal à fonctionner. Les problèmes là sont récurrents que ce soit en Haute Guinée ou en Moyenne Guinée. A N'zérékoré, je me suis déplacé au mont Nimba et je me suis rendu compte et qu'on ne m'a pas suggéré par exemple d'implanter des campements touristiques alors c'est ce que demandaient les gens qui passaient par N'zérékoré, ne se reste que pour visiter les lieux. Donc c'est la même

manière qu'on est arrivé en Haute Guinée. A Kankan ou on a trouvé les mêmes problèmes de disfonctionnement au niveau de l'administration, mais aussi des ressources humaines. Il faut savoir que les temps ont changé. Il y a des statuts qui ont changé. Donc, on discute sur place et on essaye de trouver des intérimaires le temps qu'on prenne des dispositions à travers des décrets pour remplacer les membres de certaines équipes », a-t-il déclaré.

Poursuivant, le ministre de la Culture et du Tourisme qui a visité certains sites touristiques en Moyenne Guinée, regrette que la population locale soit oubliée. Là-bas, le manque d'infrastructures est à ciel ouvert : « On a visité certains sites aussi. On a travaillé avec l'équipe sur place c'est-

à-dire les cadres relevant des trois secteurs. La même chose pour l'étape de Labé. On fait cap à Sala. Malgré les rapports qu'on nous envoie, il y a un manque criard d'infrastructures sur place. Parce que nous avons implantés de cabanes pour que les gens puissent passer quelques jours. Mais tout cela n'était fonctionnel. Et d'ailleurs le projet a été omis aux villageois, les personnes de la localité, malheureusement rien ne marchait. Il y a l'hôtel tourisme à Labé par exemple, aussi qui est occupé mais qui n'est pas dans les normes. Le contrat a été passé, pas par nous, mais par l'habitat. Donc ça, ce n'est pas normal. On a trouvé cette situation sur place. Et on a rappelé à l'ordre », a-t-il indiqué.

Amadou Tidiane Diallo



## REPORT DE LA MARCHÉ DU FNDC

### Ibrahima Diallo donne les raisons

Le chargé des opérations du FNDC était l'invité de la radio FIM FM, le mercredi 22 juin 2022. Dans cet entretien Ibrahima Diallo a expliqué la raison qui a prévalu pour le report de la marche pacifique du front qui était prévue le jeudi 23 juin sur l'autoroute Fidel Castro. Selon lui, la marche a été avortée grâce à la médiation des religieux, des diplomates accrédités en Guinée et autres personnalités du pays. Cette marche, dit-il du FNDC visait à réclamer l'ouverture d'un cadre de dialogue inclusif et à dénoncer la conduite solitaire de la transition par les militaires au pouvoir, depuis le 5 septembre 2021, mais aussi à exiger le retour rapide à l'ordre constitutionnel.



Quelques temps avant l'annonce du report de la marche du FNDC, la tension est montée d'un cran dans la capitale, à cela s'ajoute le spectre du débordement qui pouvait entraîner de violence mais face à la médiation, le FNDC n'avait d'autre choix que d'opter que pour un report.

« A plusieurs reprises nous avons lancé des alertes, c'est à 24 heures de l'organisation d'une manifestation qu'on vienne nous solliciter pour report de cette manifestation, c'était très difficile pour nous mais nous avons demandé la garantie », a dit le chargé des opérations du front.

En contrepartie de ce report, les religieux ont

apporté des garanties. « Quand nous avons demandé les religieux la garantie, ils nous ont dit : qu'ils ont eu le quitus de l'autre côté du pouvoir, ils nous ont dit qu'ils ont rencontré le Premier ministre Mohamed Béavogui et d'autres personnalités du pouvoir. Nous avons accepté et nous avons posés des conditions.

Nous avons dit que : nous avons besoin de dialogue, un dialogue avec la facilitation de la CEDEAO, et c'est un dialogue dans l'esprit de l'article 77 de la charte de la transition qui dispose que la durée de la transition sera discutée du commun accord entre les forces vives de la nation et

le CNRD.

Ils nous ont dit puisqu'ils ont la garantie de l'autre côté que le dialogue sera sincère et franc, qu'ils vont aller porter ces mêmes revendications et qu'ils s'engagent à prendre la parole publique au moment venu, s'il y a des blocages pour rappeler à chacun à ses responsabilités », a déclaré Ibrahima Diallo sur FIM FM.

Ainsi, le FNDC reporte sa marche pour donner une chance au dialogue entre le CNRD et les forces vives à partir du lundi 27 juin 2022, sous l'égide du Premier ministre Mohamed Béavogui.

Alpha Amadou Diallo



DIALOGUE POLITIQUE, IMMERSION GOUVERNE-  
MENTAL**Ce qu'en pense Dr Diawo Baldé**

*Joint par téléphone ce lundi, 20 juin 2022 par un de nos reporters Dr Diawo Balde président du parti UN demande l'ouverture d'un couloir de dialogue politique, il fustige également l'immersion gouvernementale à l'intérieur du pays. Pour lui c'est une perte de temps. Lisez... !*



**Le président de la transition a procédé à la dissolution du conseil communal de la préfecture du Siguiré pour mauvaise gestion et détournement de ressource de la collectivité, ensuite il a demandé au ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de mettre en place une délégation spéciale. Quel est votre commentaire ?**

Je pense que c'est normal, c'est prévu dans les codes de collectivités. Les élus doivent gérer de façon transparente les ressources qui sont mobilisés et misent à leurs dispositions pour financer le développement. Mais pour ce qui est encore plus grave c'est le fait que les comptes de collectivités ne sont pas systématiquement audités, ce qui n'est pas normal.

Vous avez une inspection au niveau du ministère de l'Administration du Territoire qui devait faire le travail. Chaque collectivité doit être auditée ; que ce soit de façon quotidienne. Ça explique aussi la notion de redevabilité au niveau des collectivités n'est pas effective. Durant toutes ces dernières années, on n'a pas du tout essayé de renforcer la décentralisation, mais au contraire le régime

d'Alpha a plutôt essayé de renforcer son autorité et laisser les coéquipiers à tout... sans que réellement ses coéquipiers soient audités. C'est normal que le compte de collectivité soit audité.

Deuxièmement, dans le code, il est prévu que s'il y a de défaillance, de dissoudre la collectivité, de mettre une délégation spéciale. La loi aussi stipule que : cela ne doit dépasser les six mois, maintenant c'est ça aussi la question. On est en face de la transition, on ne sait pas jusqu'où on va aller. Comment on peut organiser les élections dans un délai de 6 mois.

**Après cette immersion des membres du gouvernement à l'intérieur du pays, ils ont regagné Conakry, ils ont été reçus le weekend par le Colonel Mamadi Doumbouya. Trente (30) jours d'échanges avec la population à la base. Pour plusieurs acteurs politiques c'est une perte de temps. Quel est votre point de vue ?**

Je dirais la même chose, c'est une perte de temps. On aurait dû commencer dès la mise en place de ce gouvernement, l'immersion devait directement être liée. Ce qui est déplorable, c'est que ça devait être inscrit

dans une feuille de route globale. L'action du gouvernement devait être sporadique, spontanée, c'est ce qui est déplorable. Sinon dès la mise en place du gouvernement il devait établir leur feuille de route, le plan d'action du gouvernement où il allait envisager justement l'immersion pendant une semaine. Et à partir de là élaborer leur feuille de route qui devait constituer maintenant la politique générale du gouvernement, c'est-à-dire du Premier ministre.

**Pendant ce temps trois jours seulement nous séparant de la marche pacifique des citoyens du FNDC, déjà à 72h de cette manifestation de colère, les acteurs restent divisés. Allez-vous prendre part à cette marche ou pas ?**

Effectivement, je suis membre de l'ANAD.

De là, on est membre du G58. La seule chose qu'on avait demandé depuis le début de la transition, c'était d'ouvrir un cadre de dialogue inclusif qui pouvait déboucher sur la description ou la définition du contenu de la transition et le délai pour chaque action ; les responsabilités et les dispositifs de suivis et évaluations, et malheureusement, c'est ce qui n'est pas arrivé jusqu'à maintenant. Ce cadre de dialogue a été revendiqué et sollicité jusque maintenant. Nous, au niveau de l'ANAD en tant que citoyen, nous encourageons et nous soutenons la marche pacifique, nous allons prendre des dispositions :...la discipline au niveau des militants, la discipline au niveau des citoyens mais de l'autre côté aussi l'Etat doit jouer son rôle, d'assurer la sécurité des biens et des personnes et d'encadrer la marche....

Transcription  
Alpha Amadou Diallo

## DIALOGUE POLITIQUE

**« C'est une répétition de ce qui nous a été offert au départ »**

(Abdoul Sacko)

Après plusieurs mois d'attente, le dialogue politique initié par le PM a été ouvert le lundi 27 juin 2022 à Conakry.

Au terme de cette longue journée d'échanges, plusieurs acteurs sociaux et politiques en sont sortis insatisfaits.

Joint à cet effet, Abdoul Sacko du forum des forces sociales indique que c'est du déjà vu.

« Au niveau du forum des forces sociales, il n'y a pas eu une grande surprise par rapport à ce qui a été tiré comme conclusions. C'est-à-dire c'est la simple répétition de ce qui nous a été offert dès le départ en termes de consultations et de concertations. Et pour ceux qui connaissent d'ailleurs, la situation dans laquelle nous sommes est due à l'échec de ces concertations », a-t-il dénoncé.

Plus loin, l'activiste invite les forces vives de la Nation à unir leurs forces pour qu'un dialogue sérieux soit mis en place.

« Au niveau même de la charte c'est clair, le CNRD est un organe très distinct du gouvernement. Donc on devrait avoir un acte



administratif de la part du CNRD, et du président de la transition pour désigner le Premier ministre comme fondé des pouvoirs à conduire le dialogue au nom du CNRD avec les forces vives de la Nation. Pour nous, ce n'était pas surprenant que le premier ministre ne puisse rien dire de concret, sauf dire simplement je vous ai étendu, continuer à me faire des propositions et moi aussi après un entretien avec mes patrons, je vous ferais un retour. Il revient aux forces vives de la nation dans l'ensemble de transcender sur les questions de personnes et de guéguerre pour se mettre ensemble pour un dialogue franc », a laissé entendre Abdoul Sacko.

Hadjiratou Bah

**Avis important**

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction



## OUVERTURE DU DIALOGUE

## Siaka Barry dit ses vérités, évoque les cas de Kassory, Cellou, Sidya...

*C'est certainement le coup de tonnerre qui a ébranlé la sérénité du lancement du « cadre de concertation » ce lundi dans un complexe hôtelier de Conakry.*



Siaka Barry au nom de la CONAREP (Coalition Nationale pour la Refondation Politique), a fait des propositions pour permettre au pays de réussir la Transition.

Selon lui, il faut de la sincérité entre les acteurs. « Pour bâtir la paix, il faut la bienfaisance, pour bâtir la paix, il faut la confiance, pour bâtir la paix, il faut la justice. Nous qui sommes dans cette salle ; nous acteurs politiques, existe-t-il de la bienfaisance entre nous dans ce pays ? Je répondrais non. La solidarité a disparu. Existe-t-il la confiance entre nous dans cette salle ? Je dirais non. Ne faisons pas la politique de l'autruche. Il n'y a pas de confiance. Entre les acteurs politiques, nous nous regardons en chiens de

faïence ; entre nous et le CNRD, nous nous regardons en chiens de faïence ; entre le gouvernement et nous, nous sommes à couteaux tirés », a-t-il lancé.

Avant de s'interroger : « Existe-t-il la justice ? Nous avons aujourd'hui une justice chancelante. Nous avons une justice qui avait commencé à nous rassurer par la création de la célèbre CRIEF. Oui ! Tous les acteurs politiques ou administratifs qui ont eu un jour à gérer les deniers publics doivent se soumettre à la réédition des comptes. Mais le schéma qui soutient la démarche de la CRIEF commence à devenir de plus en plus inquiétant. Comment allons-nous bâtir une Guinée de paix, si les principaux acteurs politiques

sont inquiétés sur une base politique ? Ce n'est pas possible. Allons dans une démarche inclusive. Jamais dans l'histoire de la Guinée, nous n'avons enregistré autant de méfiances et de suspicions entre les acteurs politiques. »

« Aujourd'hui, un ancien premier ministre croupit dans le cachot du désespoir, aujourd'hui un ancien président de l'assemblée nationale croupit dans le cachot du désespoir. Aujourd'hui, on a créé une tunique à la Dalaï-lama et on l'a fait porter à Cellou Dalein Diallo qui se promène dans le monde; aujourd'hui on a réduit Sidya Touré au rôle d'un simple SDF. Monsieur le premier ministre, je ne suis pas contre la justice. Mais mettez tout en œuvre pour que cette justice soit enfin diligente. Que ceux qui sont arrêtés, au lieu de nier à ceux-là le statut de prisonniers politiques, qu'on les situe sur leurs sorts. C'est ce qui va profiter à la paix et à la sérénité. On a toujours dénié que Kassory Fofana n'est pas un prisonnier politique, s'il n'est pas un prisonnier politique, mais personne ne peut nier qu'il est quand-même un politique en prison. Amadou Damaro Camara n'est pas un prisonnier politique, mais c'est un politique en prison. Cellou Dalein Diallo n'est pas un exilé politique. Mais c'est un politique en exil, monsieur le Premier ministre impliquez-vous pour que la paix revienne », a-t-il par ailleurs demandé.

Enfin, il a sollicité à ce que le premier ministre transmette sa volonté au président. Il a demandé à ce qu'« il accepte que cette phase transitoire soit une phase de révolution pour la Guinée. Mais qu'il cesse de faire croire que le 5 septembre a donné certainement naissance à une révolution de Palais ».

Abdou Lory Sylla

## ELHADJ SÉKOU SAVANÉ

## « Manifestation pacifique ou pas, le FNDC doit mettre de l'eau dans son vin »

*Longtemps resté silencieux après sa démission du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir) en septembre 2020, Elhadj Sékou Savané « Le Lion » décide de briser le silence. Dans cet entretien qu'il a bien voulu nous accorder, il se penche sur plusieurs questions d'actualité nationale dont le dialogue politique entamé sous la présidence du Premier ministre, le récent limogeage du préfet de Siguiri, et les ennuis du président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo. Lisez !*

**Mediaguinee :** *Le président de la transition, colonel Mamadi Doumbouya a récemment dissout le conseil communal de Siguiri. En tant que sage de cette ville, quelle appréciation faites-vous de cette décision ?*

**Elhadj Sékou Savané :** En ce qui concerne cette dissolution, j'aimerais que le gouvernement explique le motif réel, parce qu'on parle de détournement. S'il y a eu détournement, il faudrait bien que cela soit porté à la connaissance de la population de Siguiri. Quand on dissout comme ça sans rien expliquer à la population, alors que c'est cette population qui a fait élire ledit conseil communal, ça sera une confusion. Donc, je voudrais que le gouvernement clarifie bien les choses. S'il il y a eu détournement, qui a détourné ? Quel est le montant qui a été détourné ? Qui détient la somme détournée ? Mais quand on procède à une simple dissolution sans parler des motifs et de les porter à la connaissance de la population, ça devient compliqué.

**Vous voulez donc une transparence sur la question ?**

Il faut de la transparence autour de l'affaire. Sinon les gens penseront que c'est un règlement de compte.

**Le préfet de Siguiri qui a coiffé un jeune candidat au baccalauréat a été révoqué de ses fonctions par le président de la transition. Quel commentaire avez-vous à faire ?**

C'est quand même extraordinaire parce que je crois que le préfet a agi en éducateur. Mais lui-même ne devrait pas prendre le ciseau pour coiffer le jeune en question. Parce qu'il y avait assez de personnes là-bas qui pouvaient faire ce travail à sa place. Il a raison de coiffer le jeune mais il devrait passer la main à une autre personne pour coiffer le jeune. Etant le coordinateur de toutes les activités de la préfecture de Siguiri, je crois qu'il (préfet) est grand pour ça. Mais dire qu'il n'a pas raison de coiffer le jeune, celui qui dira ça n'est pas un éducateur. Moi-même j'ai été interpellé par un ami enseignant qui trouve à Kissidougou sur la question. Il m'a dit : Savané, j'ai appris que le préfet de Siguiri a perdu sa place parce qu'il a coiffé un jeune élève ? J'ai dit oui, c'est ce qu'on nous a dit. Il a répliqué pour me dire que lui, en tant qu'enseignant, qu'il s'est toujours opposé que des élèves hors normes suivent ses cours. C'est la déclaration d'un vieil enseignant. Donc si le préfet

(Suite à la page 7)

Lisez le journal  
numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.



ELHADJ SÉKOU SAVANÉ

## « Manifestation pacifique ou pas, le FNDC doit mettre de l'eau dans son vin »



à agi de cette manière, je crois qu'il ne devrait pas être victime d'un limogeage. A mon avis, ce n'est pas normal qu'il soit limogé pour ça.

**Maintenant qu'il est limogé, qu'est-ce que vous souhaiteriez que la transition fasse?**

Je ne propose rien. Ce sont eux qui l'ont nommé, ce sont eux qui l'ont enlevé. Je précise que je ne connaissais même pas ce préfet. Donc je n'ai aucun conseil à donner. Je dirai néanmoins que ce que ce

préfet a fait n'était pas mauvais. S'il a été limogé pour ça, c'est une manière d'encourager ceux ou celles qui veulent faire de la délinquance un métier. Et ce n'est pas du tout bon pour l'avenir de notre jeunesse.

**Le cadre de concertation et de dialogue inclusif s'est ouvert hier à Conakry. Au début, il y avait des soucis parce que beaucoup de partis politiques disaient qu'ils n'allaient pas participer pour la simple raison qu'on parle de**

**cadre de concertation. Qu'ils demandent un cadre de dialogue. Quelle lecture faites-vous de ce début de travail ?**

D'abord, je demande à tous les partis politiques d'être là-bas. C'est mieux d'être présent et si ça ne marche pas, ils peuvent quitter. Mais s'ils disent qu'ils ne viennent pas, je ne comprendrais pas cela. Qu'ils aillent à cette rencontre parce qu'il sera question de parler de la vie de la nation. Je voudrais donc que toutes les parties prenantes y participent et que le gouvernement accepte de prendre en compte leurs différentes propositions.

**Pour participer audit dialogue, votre parti (RPG Arc-en-ciel) a posé des préalables dont la libération de ses responsables emprisonnés. Vous êtes d'avis ?**

Je crois que vous voulez tout simplement me provoquer (rires...). Vous savez bien que j'ai démissionné du RPG Arc-en-ciel depuis septembre 2020. Et je ne suis pas revenu sur ma démission. Ce qui veut dire que ma démission reste et demeure. Je n'ai pas de commentaire à faire sur cette question pour la simple raison que je

ne suis plus de ce parti politique (RPG Arc-en-ciel). Je précise que je ne prendrai plus le micro pour un autre parti politique, et je ne suis plus du RPG.

**Le FNDC a suspendu sa manifestation pacifique pour donner une chance au dialogue. Votre réaction...**

Manifestation pacifique ou pas, le FNDC doit mettre de l'eau dans son vin. Parce qu'actuellement, je connais un peu mon pays. Quand on va organiser une manifestation pacifique, finalement, les gens vont venir aggraver la situation en cassant les choses. Et ceux qui ont organisé la manifestation seront tenus responsables de ces casses. Ce que je voudrais, c'est qu'ils (membres du FNDC) aillent d'abord au dialogue avant d'aller dans la rue. Si toutefois ce dialogue ne donne rien, en ce moment ils peuvent envisager des manifestations.

**Le leader de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, convoqué par la CRIEF, est absent du pays depuis un bon moment. Qu'avez-vous à dire par rapport à ce dossier qui fait beaucoup de bruits en Guinée ?**

Si Cellou Dalein Diallo est coupable de quelque chose,

je crois qu'il doit répondre à la convocation. Mais si c'est parce qu'il a été Premier ministre sous Lansana Conté, ils [les autorités militaires] doivent bien voir d'abord les choses. A ce que je sache, c'est que le gouvernement actuel n'a pas succédé à un gouvernement dont Cellou Dalein a été membre. En principe, c'est le successeur qui rend compte et non les membres des anciens gouvernements qui ont quitté il y a plus de 15 ans. Si tu demandes des comptes à un ancien ministre qui a quitté il y a plus de 10 ans, ça sera un règlement de compte.

Pourquoi le président Dadis Camara n'a pas demandé des comptes à l'ancien ministre N'faly Sangaré sous le président Ahmed Sékou Touré ?

C'est le dernier gouvernement qui rend compte au nouveau. Vouloir laisser ce principe et aller s'attaquer aux anciens gouvernements, ça devient un peu flou dans la tête de tout le monde. Si c'est parce qu'il (Cellou Dalein) a géré sous Lansana Conté qu'on le convoque, je pense que ce n'est pas la peine. Sinon ça serait un règlement de compte.

Mediaguinee.com

### KINDIA

## Un conflit domanial à Madina-Oula fait un mort et des blessés par balles

Un affrontement autour d'un domaine dans la sous-préfecture de Madina Oula, dans la préfecture de Kindia vient de faire un mort et plusieurs blessés par balle ce mardi 28 juin 2022. Selon nos informations c'est suite à des échanges de tirs entre la famille Gnèguèyah et la famille de Dar-es-salam autour d'un domaine.

C'est autour d'un domaine se trouvant à Fossikhouré relevant du district de Haut-Tamisso que ces deux familles se tuent. Contacté autour de ce

drame qui fait tant de bruit dans le centre urbain de Kindia, Apha Bangoura un citoyen de ladite localité nous a confirmé l'incident à ces termes. « C'est vrai au moment où je vous parle c'est tellement chaud ici. Les échanges de tirs entre les deux familles à savoir la famille de Gnèguèyah et Dar-es-salam se poursuivent. Tout est parti autour d'un domaine litigieux dont chacune d'elles réclament la paternité. Pour le moment il y a eu plusieurs blessés dont quatre par balles et un a succombé à

ses blessures. Le marché hebdomadaire de Madina Oula même n'a pas eu lieu aujourd'hui. Celui qui est décédé son corps est pour le moment couché ici, les blessés ont été transportés d'urgence à l'hôpital régional de Kindia. Pour le moment les forces de défense et de sécurité sont en cours pour le maintien d'ordre », explique-t-il

Aboubacar Dramé





ALIOU BAH AU CNRD

## « Qu'aucun politique n'ait accès à vous pour faire des combines... »

**L'aile politique du FNDC, présent à la cérémonie d'ouverture du cadre de concertation et de dialogue politique, ce lundi à Kaloum, s'est fait voix.**

Le jeune leader Aliou Bah, prenant la parole au nom de ses pairs, a d'abord invité le premier ministre à faire la part entre avoir une opportunité et la saisir.

Aussi, le président du MoDeL, sur un ton ferme, a demandé au CNRD, qu'aucun politique n'ait accès à lui pour faire des combines politiques à qui il peut promettre le pouvoir.

« Monsieur le premier ministre, vous constatez à travers la configuration de la salle que votre discours du 20 juin a eu sa réponse. Mais il faudrait faire la différence entre avoir une opportunité et savoir la saisir. Il est de votre devoir et de notre responsabilité de saisir cette opportunité pour matérialiser l'ambition de l'ensemble de nos compatriotes qui est uniquement une transition apaisée qui pourra nous permettre de revenir à l'ordre constitutionnel dans un délai raisonnable avec la contribution des uns et des autres(...) Je voudrais m'adresser aux représentants du CNRD qui sont en tenues militaires,



pour dire que si toutes fois, une transition se donne pour vocation de donner le pouvoir par affinité, le pays là connaîtra que de transitions. Il faudrait vraiment nous éviter pour une fois les acteurs politiques qui viennent chez vous, renvoyez-les vers les électeurs et dites leur que ce sont les électeurs qui donnent le pouvoir. Ce ne sont pas les combines politiques, ne rentrez pas dedans. Celui qui est capable de gagner une élection, sera capable de gouverner. Celui qui est

incapable de gagner une élection, non seulement vous allez lui donner le pouvoir, mais il va finir par vous trahir, par ce que ça s'est passé ailleurs, la Guinée en a souffert.

Qu'aucun politique n'ait accès à vous pour faire des combines à qui vous pouvez promettre le pouvoir. Le pouvoir se donne par les urnes à travers les élections. Faites en sorte que nous soyons sur le terrain et que nous nous battions », a-t-il laissé entendre, sans sourciller.

Saidou Barry

### LÉRO (SIGUIRI)

## Trois morts et dix blessés dans un glissement de terrain

Dans l'après-midi du lundi 27 juin 2022, un glissement de terrain s'est produit dans le district de Léro dans la sous-préfecture de Siguirini, préfecture de Siguiri faisant trois morts sur place et dix (10) blessés.

Le drame s'est produit dans une ancienne mine abandonnée par la Société Minière de Dinguiraye (SMD). Le sable s'est effondré sur des femmes qui étaient à la recherche de l'or.

Les victimes sont toutes des femmes mariées dont deux qui seraient âgées respectivement de 29 et de 39 ans sont mères de trois (3) et de sept (7) enfants.

Selon Douty, un citoyen résident à Léro joint par notre rédaction ce mardi 28 juin 2022, parmi les femmes blessées qui sont d'ailleurs actuellement hospitalisées, plusieurs ont des parties du corps fracturées. Une d'entre elles se trouverait dans un état critique nous dit-il.

Mosaiqueguinee.com

## DES PÈLERINS GUINÉENS ARRÊTÉS EN ARABIE SAOUDITE

### « Ils ont obtenu des visas de façon frauduleuse »

**Des pèlerins guinéens ont été appréhendés par les autorités saoudiennes en possession des faux visas à la Mecque. Le chef de cabinet du secrétariat général aux affaires religieuses assure que ces derniers ne sont pas passés par la voie normale pour effectuer le pèlerinage sur les lieux saints de l'islam.**



« Il nous a été rapporté deux cas de faux visas, pas plus. Deux pèlerins guinéens ont été appréhendés en Arabie saoudite. Quand nous avons vérifié dans notre système informatique, on s'est rendu compte que ces deux faux visas ne venaient pas du Centre islamique de Donka », explique Dr Edouard Sagno.

Selon Dr Sagno, « ils ont obtenu des visas de façon frauduleuse ailleurs, pas au niveau du centre islamique de Donka. Aujourd'hui, on se pose la question de savoir par quel moyens ces deux pèlerins se sont rendus à la Mecque ».

Il rassure qu'à Conakry, « il n'y a qu'une seule personne qui a le code pour obtenir un visa pour la Mecque. D'ailleurs, il est impossible de trafiquer les visas à partir de chez nous. Il n'y a pas eu de substitution de pèlerins non plus. Avant le début du pèlerinage, on a dit aux candidats de présenter un certificat d'aptitude médical. On leur a aussi dit qu'il faut être âgé de moins de 65 ans ».

Il affirme que tenant coûte que coûte à se rendre à la Mecque, « certains nous ont dit qu'ils n'ont aucun problème de santé. D'autres ont diminué leur âge. Une fois en Arabie Saoudite, ils ont été confrontés à des problèmes de santé. Ceux qui ont le diabète ou l'hypertension par exemple ne mangent pas n'importe quoi ».

En ce qui concerne les problèmes que rencontrent certains pèlerins à la Mecque, le chef de cabinet du secrétariat général aux affaires religieuses assure qu'aucune organisation n'est parfaite.

« On parle aujourd'hui de problèmes de nourriture, mais bien avant le début du pèlerinage, l'Arabie Saoudite nous a fait parvenir une liste de 150 restaurateurs en nous disant que cette année, ils n'accepteront pas que de la nourriture vienne de l'étranger », confie-t-il à « On refait le monde » sur Djoma TV.

VisionGuinee.Info



Tribune

## DIALOGUE

## pourquoi la main tendue du PM est à saisir...

**En menaçant d'envahir la rue ce 23 juin, le FNDC (Front National de défense de la constitution) a brandi comme l'une de ses principales exigences, la création d'un cadre de dialogue inclusif (junte au pouvoir, gouvernement, forces vives...), avec une implication de la CEDEAO, pour discuter d'un retour à l'ordre constitutionnel au terme d'une durée « raisonnable ».**

C'est ainsi que, tout naturellement, la sortie du Premier ministre Mohamed Béavogui, à l'occasion d'un point de presse tenu lundi dernier, a été perçue par de nombreux observateurs comme une réponse adéquate, et un gage de bonne foi, face à une demande commune au FNDC et à d'autres franges de la classe politique et de la société civile.

En effet, conformément à ses attributions, telles que définies dans la charte de la transition, le chef du gouvernement a annoncé l'ouverture imminente d'un cadre de dialogue.

Mohamed Béavogui s'est engagé à inviter, dans les jours à venir, les acteurs politiques et sociaux à une rencontre qu'il présidera lui-même, « pour définir ensemble les modalités d'un véritable dialogue sans tabou, franc et inclusif ».

Comme pour joindre l'acte à la parole, le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, sur instruction du Premier ministre, a invité les différents acteurs socio-politiques à une concertation

prévue du 24 au 27 juin 2022 à Conakry. Avec comme objectif, l'élaboration d'un plan d'action opérationnel du cadre de dialogue inclusif, permanent, ainsi que la définition de modalités pratiques pour le suivi de sa mise en œuvre.

Dans certains médias et milieux politiques, cette main tendue du Premier ministre est interprétée comme un « fléchissement » du CNRD (Comité national du rassemblement pour le développement) et du gouvernement face à la menace que représenterait la marche projetée par le FNDC. Dans un contexte où, faut-il le rappeler, le CNRD interdit les manifestations politiques de rue, susceptibles à ses yeux de troubler l'ordre public et entraver le bon déroulement du processus de transition.

Quoi qu'il en soit, cet

appel à se retrouver autour d'une table pour baliser la transition, de manière à ce qu'elle soit consensuelle et apaisée, est largement saluée au sein des opinions nationale et internationale. Ne serait-ce que par le fait que cela pourrait mettre le pays à l'abri des tensions et autres vagues de violence à relents politiques qui ont marqué l'histoire récente du pays.

Qui dit mieux ? Une telle décision ne devrait-elle pas recueillir une approbation unanime des Forces vives ?

Si d'aucuns avaient trouvé le moyen d'ignorer l'appel, en invoquant des arguties qui tiennent plus de la mauvaise foi que d'autre chose, il faut se réjouir du dénouement survenu aujourd'hui à la veille de la date fatidique. Pressé par diverses organisations (politiques, sages, femmes, activistes de la société civile et autres), ainsi que des représentants de la CEDEAO, de l'Union africaine et de certaines chancelleries occidentales, le FNDC a finalement décidé de repousser sa manif jusqu'au 30 juin prochain. Le temps, dans l'entendement de ses responsables, de jauger la bonne foi du Premier ministre et de son gouvernement.

Les apôtres de l'apaisement peuvent se frotter les mains, même si la détente risque de n'être que provisoire. Aussi, les craintes nées de l'attitude pour le moins paradoxale de ceux qui s'étaient empressés de rejeter la main tendue de Mohamed Béavogui, sans prendre la peine d'attendre de voir de quoi il retourne, devraient-elles s'estomper.

Si les populations guinéennes, dans leur majorité, ont poussé un ouf de soulagement à l'annonce faite par le Premier ministre, à cause des appréhensions que suscite le spectre d'une manifestation aux conséquences imprévisibles, certains acteurs politiques semblaient cependant tenir, coûte que coûte, à attiser le feu pour que soit inéluctable



l'affrontement programmé.

Question, peut-être, de mener jusqu'au bout la stratégie visant à pousser le colonel Mamadi Doumbouya et le CNRD à la faute. Avec comme gain escompté : la radicalisation de la CEDEAO, qui devrait statuer sur la transition guinéenne le 3 juillet prochain, avec comme conséquence la prise de sanctions contre le pays ; le renchérissement du coût de la vie et le mécontentement populaire qui pourraient en découler ;

l'effritement de la popularité dont jouit le président de la transition et du sentiment de gratitude qu'éprouvent à son endroit les populations.

Alors que le Premier ministre a entamé des démarches allant dans le sens du dialogue annoncé, les appels lancés par de bons samaritains en direction des forces vives ont réussi, fort heureusement (même si pour le moment ce n'est qu'un répit), à désamorcer le clash tant redouté.

Ceux qui, malgré tout, persistent à ramer à contre-courant de l'histoire entendront-ils finalement raison ? Feront-ils preuve de bonne foi en allant, eux-aussi, sans préjugés autour de la table de dialogue ? Les pyromanes rangeront-ils leur lance-flammes ? Les oiseaux de mauvais augure mettront-ils en sourdine leurs prédictions apocalyptiques ?

Les jours à venir pourraient édifier l'opinion sur les véritables intentions des uns et des autres.

Une certitude : pour le colonel Mamadi Doumbouya et le CNRD dont le credo reste, plus que jamais, le rassemblement des Guinéens pour le développement ; et le Premier ministre Mohamed Béavogui, ancien haut fonctionnaire onusien dont l'essentiel de la carrière internationale a été dédié à la paix dans le monde, l'engagement d'œuvrer à l'unité nationale et à la préservation de la paix en Guinée, ne saurait faire l'objet d'un doute.

Bakary Sacko

## TELLIANO DEMANDE AU CNRD DE LIBÉRER KASSORY ET CIE

### « Si nous voulons l'apaisement... »

Après la rencontre entre le Premier ministre et les forces vives de la nation ce lundi 27 juin, le président du Rassemblement pour le développement intégré de la Guinée (RDIG) invite la junte militaire à se pencher sur le cas des anciens dignitaires du régime déchu incarcérés à la maison centrale de Coronthie.

Invitant les autorités de la transition à la mise en place d'un véritable cadre de dialogue, l'ancien ministre de l'agriculture estime que le manque de dialogue dans créé la confusion.

"Il y a des businessmen de la crise, des chasseurs de primes qui font croire au

CNRD que la classe politique est farouchement opposée à lui. Mais on n'est pas opposés au CNRD", indique Telliano.

"C'est ce que nous avons dit au Premier ministre qui a eu l'amabilité et le courage de mettre en place le cadre de dialogue. Hier, c'était l'ouverture. Mais nous allons essayer de prendre un décret pour un véritable dialogue", souligne Jean Marc Telliano.

Il fait remarquer à la junte militaire qu'au "moment où nous parlons de dialogue, il y a des anciens Premiers ministres et ministres qui sont écroués. S'ils ne sont pas des prisonniers



politiques, ce sont des politiques en prison. Si nous voulons l'apaisement, il faut remettre balle à terre. A mon avis, il faut les placés sous contrôle judiciaire une fois qu'ils sont inculpés".

Djiwo BARRY



## Santé... Santé... Santé...

## Autohypnose : comment appeler le sommeil et s'endormir plus facilement ?



Le coucher est pour vous un moment de torture ? Vous voyez l'heure passer mais impossible de vous endormir ? Découvrez comment appeler le sommeil grâce au podcast de Top Santé avec Kevin Finel, spécialiste en autohypnose et auteur du livre *Explorez les capacités de votre cerveau avec l'autohypnose*.

«On passe un tiers de notre vie à dormir, et pourtant nous parlons très peu du sommeil, mis à part quand il dysfonctionne»,

s'étonne Kevin Finel, spécialiste en autohypnose, jugeant étonnant que l'on n'ait jamais appris à entrer dans le sommeil. Il faut savoir que notre sommeil est basé sur un **cycle en quatre étapes** – la somnolence, le sommeil léger, le sommeil profond et enfin le sommeil paradoxal – qui s'enchaînent plusieurs fois pendant la nuit, par cycles de 90 minutes.

Pour bien s'endormir, tout va se jouer dans la première phase du sommeil, soit

l'étape de la somnolence. Si trop de pensées négatives ou de préoccupations s'entassent dans le cerveau à ce moment-là, le sommeil ne peut pas passer à l'étape suivante.

Il faut voir **l'endormissement comme un chemin vers le sommeil** : plus il sera familier, plus il vous fera basculer rapidement dans le sommeil léger, puis le sommeil profond.

Au moment de vous endormir, dans un premier temps, prenez mesure de votre état d'excitation sur une échelle de un à dix. Puis prenez conscience de vos sens : que ressentez-vous quand vous êtes sur le point de vous assoupir ? Quelles images, quelles couleurs vous viennent ? Quels sons percevez-vous ? Évaluez à nouveau votre état d'excitation, puis répétez le cycle autant de fois que vous avez besoin avant de sombrer dans le sommeil.

Topsante

## Autohypnose : comment travailler sa mémoire ?

Comme un muscle, la mémoire se travaille, se développe. Si nous n'avons jamais eu de cours de mémoire à l'école, découvrez comment la travailler grâce au podcast Top Santé avance Kevin Finel, spécialiste en autohypnose et auteur du livre *Explorez les capacités de votre cerveau avec l'autohypnose*.

La mémoire n'est pas innée chez certaines personnes et absente chez d'autres. Ce n'est pas une question de bonne ou de mauvaise mémoire, il s'agit avant tout d'une **question de stratégie mentale**. Elle s'entraîne, se développe, se travaille... **comme un muscle**.

Tout dépend donc de la manière dont vous l'utilisez. Et pour ce faire, il est

important de comprendre deux notions : le principe d'association d'idées et l'utilisation des liens sensoriels. Le principe d'association d'idées fonctionne de la façon suivante : si notre cerveau perçoit deux choses en même temps, il va les relier ensemble et ainsi, se souvenir de l'une rappellera intuitivement l'autre.

En ce qui concerne les liens sensoriels, Kevin Finel prend l'exemple de **l'apprentissage de l'orthographe chez l'enfant** : s'il tente d'écrire un mot sans le visualiser, il va commettre un certain nombre de fautes. À l'inverse, s'il le visualise, il va pouvoir « recopier » le souvenir et l'écrire correctement. Certains vont même se référer au ressenti que leur génère le mot : c'est

l'approche sensorielle.

Pour travailler sa mémoire, Kevin Finel donne l'astuce de mémoriser des chiffres : c'est la première que l'on apprend lorsqu'on commence à s'intéresser à la mémoire. Dans un premier temps, associez chaque chiffre à un objet dont la forme est proche (une balle pour un zéro, etc.) Mémorisez bien cette association. Ensuite, créez vous un mini-palais mental, soit par exemple une pièce de votre maison avec cinq objets qui apparaissent depuis l'entrée et dans le sens des aiguilles d'une montre. Rappelez vous ce circuit plusieurs fois. Ces techniques pourront ensuite vous être utiles, pour apprendre des numéros de téléphone par exemple.

Topsante

## Cutis laxa : quelle est cette maladie qui donne l'air plus âgé ? (Suite et fin)



après une réaction allergique à la pénicilline», précise le manuel MSD. Elle peut aussi survenir chez des adultes **sans antécédents génétiques**,

notamment après des maladies plasmocytos.

En temps normal, la peau du corps humain est équipée de fibres élastiques qui lui permettent de se remettre en place après avoir été étirée, qui lui permettent aussi d'être ferme. A mesure que l'on vieillit, la peau perd de cette élasticité et se distend, des poches se forment sous les yeux, les joues retombent... **La cutis laxa prive la peau de ces fibres censées la rendre élastique**, et entraîne ce symptôme (qui est le principal de la pathologie), de manière prématurée.

D'autres symptômes peuvent être associés à la maladie, mais ne touchent pas tous les patients. En fonction de la forme de la pathologie, certaines personnes présentent des anomalies squelettiques, un retard de croissance, une atteinte cardiovasculaire ou pulmonaire, des manifestations au niveau du système gastro-intestinal aussi, précise le site [Orphanet](http://Orphanet).

**Comment se déclare la cutis laxa ? Qui touche-t-elle ?**

D'après Orphanet, la maladie touche un bébé sur un million. On estime à 200 familles touchées par la cutis laxa rapportées par la littérature scientifique. **La pathologie est héréditaire la plupart du temps**, plusieurs gènes, qui subissent des mutations, peuvent être impliqués dans son apparition. «Dans de rares cas, des nourrissons peuvent développer une cutis laxa après une maladie générant de la fièvre ou

Elle peut être détectée in utero chez les patients dont la maladie est déjà identifiée dans la famille, elle peut être visible chez le bébé dès la naissance, ou encore apparaître subitement plus tard au cours de l'adolescence. **Son évolution est variable**, les formes les plus sévères (qui ne se limitent pas à la peau) peuvent réduire l'espérance de vie, mais les plus courantes ne sont pas fatales.

**Comment la diagnostique-t-on ? Quel est le traitement ?**

La cutis laxa est diagnostiquée par un examen clinique qui peut être complété par une biopsie cutanée. Pour établir l'étendue de la maladie et savoir si elle touche d'autres organes en dehors de la peau, une échocardiographie ou une radiographie peuvent compléter. L'analyse génétique aide à confirmer le diagnostic.

Il n'existe pas de traitement pour alléger ou guérir la maladie. La seule action possible est **la chirurgie esthétique, mais la peau reste flasque et les opérations ne seront pas définitives**, elles devront être renouvelées régulièrement. La kinésithérapie peut aussi être une option pour agir sur le tonus cutané, précise le manuel MSD.

Sources : Tik Tok, Brut, Orphanet, manuel MSD



## DIALOGUE INTER-GUINÉEN

# Un défi à relever par le CNRD, les acteurs politiques et sociaux (Par Jacques Gbonimy)

Pendant que la marche du FNDC du 23 juin focalise les attentions dans l'écrasante majorité de la classe politique, il y a des acteurs qui font exception. Parmi eux, Jacques Gbonimy, président, pour ne pas dire l'autre président de l'UGP, ou du moins l'un des présidents du parti de feu Jean-Marie Doré. Dans une tribune transmise à Guineenews, monsieur Gbonimy ne prend position ni pour ni contre la manifestation qui constitue sans doute le début du bras de fer entre la junte et les acteurs socio-politiques qui militent pour le retour à l'ordre constitutionnel. Par contre, il s'y évertue à mettre en exergue la nécessité de dialoguer. Au compte de ce qui apparaît comme une première partie de sa réflexion que la rédaction vous propose, l'ancien commissaire de la CENI fait un rappel historique du dialogue politique guinéen.

» LE DIALOGUE INTER-GUINÉEN, UN DÉFI À RELEVER PAR LE CNRD, LES ACTEURS POLITIQUES ET SOCIAUX.

– REGARD SUR LE PASSÉ DE LA GUINÉE.

En matière de dialogue politique, la Guinée vient de loin quant à son passé intimement lié au premier choix de régime opéré après l'indépendance. À cette époque, le dialogue se faisait à l'intérieur du parti unique qui gérait la Guinée à travers les assemblées générales et les conférences nationales. Tous les guinéens qui vivaient à l'intérieur du pays se nourrissaient de la pensée unique révolutionnaire qui caractérisait le régime politique de la première république. Toutes les autres tendances étaient taxées de contre-révolutionnaires et étaient sanctionnées à la hauteur de la « forfaiture ». Tout partait ainsi de la vision du comité révolutionnaire et rien d'autre n'était envisageable au-delà de celle-ci. C'est de cette manière de penser et de gouverner qu'est issu le



Comité Militaire de Redressement National « CMRN » en avril 1984.

Le CMRN dirigé par le Colonel Lansana Conté a gouverné pendant les premières années de son pouvoir sans partage durant une période d'exception de 6 ans jusqu'à l'adoption de la Loi fondamentale en 1990.

Malgré l'avènement de la démocratie dans les années 90 et sa première élection en 1993, le Président Lansana Conté est resté toujours dans la pensée militaire qui consistait à donner des ordres ou à recevoir et exécuter. Il n'avait pas en réalité compris que la démocratie avait des principes qui s'imposaient à tous. À l'issue de ses deux mandats constitutionnels non renouvelables, il sera poussé par certains guinéens à modifier la Constitution de 1990 pour se tailler un mandat à vie. Cette aventure va générer des moments de crise qui vont lui imposer la tenue de dialogue avec les forces vives de la nation.

La crise engendrée par le troisième mandat du Général Lansana Conté va amener certains députés guinéens à penser à un dialogue au niveau des partis politiques

parlementaires sous la présidence de l'honorable Decasy Camara en 2005. Cette initiative parlementaire n'avait pas prospéré pour deux raisons fondamentales:

– Premièrement, elle n'avait pas bénéficié de l'accompagnement des gouvernants qui n'avaient pas mesuré la portée de l'initiative et surtout, le danger qui les guettait. De même, il n'y avait aucune volonté politique de la part du Président Lansana Conté qui, après son départ de l'armée pour briguer la magistrature suprême à travers les élections qu'il a organisées et gagnées, restait encore profondément militaire dans l'âme, donc hostile au dialogue;

– Deuxièmement, l'initiative venait des députés des partis politiques qui étaient tous membres du parlement. Elle ne concernait ni les partis extra-parlementaires ni les organisations de la société civile. Elle n'avait mobilisé qu'une infime partie des forces en présence; juste pour dire que la pensée et l'esprit militaires ne considèrent que la grandeur de la force qui se dresse en face.

Ce premier dialogue orchestré par les

parlementaires était forcément voué à l'échec à cause du manque de volonté politique et de l'absence totale d'une culture de dialogue liée à l'histoire de notre nation.

Notre mémoire d'homme en qualité de témoin des faits doit nous conduire à ne pas en vouloir au Général Lansana Conté dans son manque de volonté à accepter la demande de dialogue des forces vives de l'époque.

Un Général de l'armée donne des ordres à exécuter et ceux qui reçoivent ces ordres sont obligés de les exécuter à la lettre.

De même, c'est encore plus compliqué pour un Général de se lancer en politique pour être confronté aux contestations quotidiennes des politiciens qui tiennent compte des textes légaux pour agir. Le Général Lansana Conté, il faut le reconnaître, était un homme de parole purement traditionnel de Bouramaya. Il était d'ailleurs un président paysan qui aimait l'agriculture et passait le clair de son temps au village.

Ce premier dialogue orchestré par les parlementaires était forcément voué à l'échec à cause du manque de volonté politique et de l'absence totale d'une culture de dialogue liée à l'histoire de notre nation.

Notre mémoire d'homme en qualité de témoin des faits doit nous conduire à ne pas en vouloir au Général Lansana Conté dans son manque de volonté à accepter la demande de dialogue des forces vives de l'époque.

Un Général de l'armée donne des ordres à exécuter et ceux qui reçoivent ces ordres sont obligés de les exécuter à la lettre.

De même, c'est encore plus compliqué pour un Général de se lancer en politique pour être confronté aux contestations quotidiennes des politiciens qui tiennent compte des textes légaux pour agir. Le Général Lansana Conté, il faut le reconnaître, était un

homme de parole purement traditionnel de Bouramaya. Il était d'ailleurs un président paysan qui aimait l'agriculture et passait le clair de son temps au village.

Lorsqu'en 1993, le Président Lansana Conté avait accepté d'abandonner la tenue militaire pour porter le manteau civil à l'effet de se présenter candidat à l'élection présidentielle, il ne l'avait pas fait de gaieté de cœur car c'était le principe et surtout, une autre discipline à apprendre pour l'appliquer. Il ne tardera pas, après son élection, à dire à ses ministres que celui qui ne portait pas le titre de général sur son projet de décret le verra rejeté. Une façon de dire à ses ministres et au peuple de Guinée qu'il restait encore militaire dans l'âme même étant à la retraite.

Parlant de la négociation, ma grand-mère nous disait que si un chimpanzé attrape ton bébé, ne prends pas un bâton ou un caillou pour l'intimider. Trouve plutôt une banane mûre et va vers lui avec des éloges tout en visant ton bébé pour ne pas qu'il emporte les deux ( la banane et le bébé). Ce qui veut dire que tout usage de la force risque de faire fuir le chimpanzé qui détient ton trésor.

Au demeurant, il faut retenir que le troisième mandat du Général président Lansana Conté a été la cause de toutes les crises que la Guinée a connues de 2003 jusqu'à son décès en décembre 2008. A rappeler aussi que toute crise, qu'elle soit sociale ou politique, finit toujours autour d'une table de dialogue.

À la suite de l'échec du dialogue interparlementaire en 2005, intervint le dialogue du Comité paritaire en 2006 sous la clairvoyance de Monseigneur Albert David Guillaume Gomez et l'Honorable feu Diao Kanté. Ce dialogue qui avait pour stratégie de mettre face à face, de manière paritaire, la mouvance présidentielle et l'opposition politique, a été la résultante de la

(Suite à la page 12)



DIALOGUE INTER-GUINÉEN

Un défi à relever par le CNRD, les acteurs politiques et sociaux

persistance de la crise engendrée par la tenue forcée de la présidentielle contestée de 2003 qui avait consacré le troisième et dernier mandat du Général Lansana Conté. Présidentielle qui, du reste, avait été boycottée par les partis de l'opposition de l'époque.

Ce dialogue du comité paritaire avait eu le mérite de discuter de quatre thématiques qui étaient au centre des préoccupations sociopolitiques du moment. Les résultats des travaux de ce dialogue avaient débouché sur quatre textes de lois qui avaient été votés pendant la session des lois de 2007. Ils portaient entre autres sur :

- Le Code électoral révisé ;
- La Commission Électorale Nationale Indépendante CENI ;
- La subvention publique aux partis politiques et ;
- Le Statut de l'opposition.

Jamais un dialogue en Guinée n'a abouti à des résultats concrets et trouvé une application réelle que celui du Comité paritaire. La création de la CENI en fin 2007 en est l'illustration parfaite. Durant six mois, les représentants de la société civile, des entités religieuses, des coordinations régionales, des partis politiques et de l'administration ont discuté, sans relâche, pour atteindre les résultats escomptés.

Souvenez-vous des questionnements du Général Lansana

Conté concernant le nom de la CENI quand il avait demandé aux négociateurs de dire « indépendant par rapport à qui? » en voulant parler d'une commission indépendante. En effet, sa remarque était fondée, c'était une réalité méconnue en ce moment car l'autonomie financière de la CENI annoncée dans les textes de lois a toujours été un leurre.

De manière générale, le militaire est sincère dans ses engagements et le Général Lansana Conté a été un modèle sur ce plan. Il était loin des jeux de dupe du genre, je signe sans reconnaître après.

Il avait un raisonnement qui consistait à dire à ses ministres qui lui faisaient des propositions: « si c'est bon pour le pays, faites-le ».

Sur cette base, il mettait les hauts cadres à l'épreuve et sur cette même base, il avait été malheureusement trompé par ces mêmes guinéens en qui il avait placé entière confiance. L'aboutissement de toute cette gouvernance fut un troisième mandat fatal facilité par certains barons du régime, ce qui avait encore ouvert d'autres chantiers de crises interminables.

Où pensons-nous aller avec toutes ces crises quand leurs promoteurs se plaisent dans leurs besognes?

Nous y reviendrons...

Jacques Gbonimy, président de l'UPG



PLUS DE 80% D'ÉCHEC À L'EXAMEN D'ENTRÉE EN 7E ANNÉE

« Ailleurs, le ministre aurait déjà déposé sa lettre de démission »

Examen d'entrée en 7e année, un échec national ! J'affirme et cela sans ambiguïté, que la rigueur d'un enseignant ne se détermine pas par le taux d'échec de ses élèves mais par leurs taux d'assimilations des cours et leur réussite.



Beaucoup pointent du doigt aujourd'hui le niveau des enfants, à tort ou à raison. Voyons ensemble de plus près les choses et posons une autopsie clinique de la situation qui doit aller au-delà du simple constat et de l'indignation collective.

L'argent qu'on met dans l'organisation des examens avec tous les bruits du monde, si on mettait la moitié dans la formation des enfants, après une approche pédagogique d'un apprentissage spécialisé qu'un

enseignement général, la réalité allait être tout autre. L'enfant est forgé dès à bas âge à mieux faire face à son destin et à qualification académique ou professionnelle.

Mais très malheureusement, on se soucie de plus à un enseignement dit général qui a montré par ailleurs toutes ses limites.

Je profite de l'occasion pour les mettre en garde contre le partage du reliquat du budget d'organisation des examens. Cet argent doit revenir au trésor public.

La majorité des enfants en classe d'examen n'ont pas assimilé leurs cours. Pourquoi ? Parce qu'il y a un déficit à tous les niveaux surtout du côté de leur ministère de tutelle.

Ceux qui ont assimilé et qui ont échoué pour la plupart ont été beaucoup apeurés par ces bruits inopportuns d'organisation des examens qu'autres choses. N'oublions pas, ce sont des enfants.

Et qu'en est-il de la formation des enfants d'autres classes

(intermédiaires), pendant l'année scolaire, ils sont toujours laissés pour compte.

Et quant au budget national de l'éducation tellement insignifiant, qui reste à désirer est souvent une vache à lait surtout en période d'examen pour des ministres en charge du secteur de l'éducation. Dommage!

Prenons ce budget et faisons une étude comparative avec les budgets des pays de la sous région, nous comprendrons nous même qu'on ne peut pas prendre que les enfants ou voire leurs parents pour responsables de cet échec national.

Je termine en disant que le premier responsable de cet échec national reste et demeure l'Etat. Le ministre doit tirer toutes les conséquences. Ailleurs, le ministre aurait déjà déposé sa lettre de démission au lendemain de la proclamation des résultats. Mais en Guinée, le taux élevé d'échec des élèves est brandi comme un trophée du ministre.

Foniké Mengué #ToutPourLaGuinée

COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES AU CURCUMA

Plusieurs cas d'hépatites pourraient y être liées

A la suite de la prise de compléments alimentaires au curcuma, plusieurs dizaines de consommateurs ont déclaré des hépatites.

Antioxydant, aide à la digestion, anti-inflammatoire... Le curcuma est plein de belles promesses. De fait, on le retrouve dans un bon nombre de compléments alimentaires censés aider l'organisme à bien fonctionner. Mais récemment, plusieurs dizaines de consommateurs de ces pilules «naturelles» et miracle ont déclaré des hépatites, souligne l'Agence de sécurité sanitaire, l'Anses.

Plus de 100 signalements

d'effets indésirables et 15 hépatites ont été recensés en France à ce jour par l'Agence, via son dispositif de nutrivigilance, notamment à cause de la substance active du curcuma que l'on retrouve souvent dans les compléments alimentaires : la curcumine.

Overdose de curcuma ?

Attention à respecter les doses : le seuil maximal journalier pour un adulte de 60 kg en curcuma est de 180 mg. A titre de comparaison, si vous êtes un grand fan de curcuma, vous en ingérez en moyenne 27 mg, souligne l'Anses. Il faudrait donc veiller

à ne pas consommer plus de 153 mg de cette épice dans les compléments alimentaires.

Mais le vrai problème ne réside pas tant dans la quantité que dans le type de curcumine qui se trouve dans les compléments, qui a été modifiée pour augmenter ses effets. Car naturellement, la curcumine «passe difficilement dans la circulation sanguine et est éliminée très rapidement par l'organisme», souligne la coordinatrice de l'expertise Fanny Huret. La substance est souvent associée à d'autres molécules comme la pipérine.

Source : Anses